



Conseil économique et social

Distr. générale
20 novembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par la Sisters of Charity Federation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

Note : La présente déclaration est approuvée par les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil : la Bharat Sevashram Sangha, la Compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, la Dominican Leadership Conference, l'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, le Partnership for Global Justice, Passionists International, les Sœurs de Notre-Dame de Namur, UNANIMA International et VIVAT International.

13-57351X (F)



Merçi de recycler



Déclaration

Les effets néfastes d'une culture de consommation et de profit à tout prix, dont la destruction de l'environnement à cause du dépassement des limites de la planète, doivent être examinés et pris en considération dans toute initiative visant à promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous. Le développement social ne se produit pas isolément. Il fait partie intégrante du développement durable, qui requiert l'inclusion des trois piliers que sont l'environnement, la société et l'économie. Pour passer des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs du développement durable, il faut emprunter d'autres voies que les voies classiques. La Sisters of Charity Federation, présente dans 27 pays de par le monde, constate au quotidien les effets négatifs que la quête effrénée de croissance économique a sur ceux qui vivent dans la pauvreté.

Inégalités structurelles

Selon un expert britannique spécialisé dans l'économie, Tim Jackson, le monde d'aujourd'hui ressemble à des îlots de prospérité dans des océans de pauvreté. De plus en plus, le fossé qui se creuse entre les nantis et les démunis exacerbe les tensions sociales et entraîne des conflits entre les nations. Ceux qui sont en haut de l'échelle ont créé des systèmes qui font affluer toujours plus d'argent entre leurs mains aux dépens du reste de la société. Il faut s'attaquer à la nature structurelle des inégalités, car c'est le seul moyen de voir émerger des sociétés où le bien-être des individus primera la croissance économique.

Il est de plus en plus évident qu'accroître le produit intérieur brut (PIB) d'un pays est très peu utile pour sortir les individus de la pauvreté. Le PIB est un indicateur du niveau global de l'activité économique d'un pays; soit, en d'autres termes, de l'argent qui change de main. Les guerres et les catastrophes naturelles, entre autres, alimentent le PIB, mais ne font rien pour garantir que tous les membres de la société profitent de son augmentation. Le PIB ne tient pas compte des coûts environnementaux ou sociaux de la croissance. Une économie dont la survie même dépend de la consommation n'est ni souhaitable, ni durable dans un monde interconnecté. Le Programme des Nations Unies pour le développement plaide en faveur d'un changement transformateur, qui est assurément indispensable pour garantir le bien-être de la planète et de ses habitants.

L'idée de « croissance » économique est devenue synonyme de prospérité dans l'esprit des chefs de file de la politique et du monde des affaires. Toutefois, cette quête de croissance à tout prix détruit les systèmes de la vie essentiels à la survie, sapant les fondements mêmes du bien-être social. La qualité de la vie de tout le monde diminue puisque les ressources naturelles sont consommées bien au-delà de leur seuil de régénération. La perte de diversité biologique, les changements climatiques, la pollution, la déforestation, la dégradation des sols, l'appauvrissement de la couche d'ozone ne sont que quelques-uns des indicateurs de l'échec du système à de nombreux niveaux.

La pauvreté sera éliminée lorsque tous les membres de la société auront accès à de la nourriture, à de l'eau potable, à des soins de santé et à des possibilités d'instruction ou de formation pour acquérir les compétences leur permettant de participer activement à la vie de la société. Comme Nelson Mandela l'a dit :

« La pauvreté, comme l'esclavage et l'apartheid, n'est pas naturelle. Elle est produite par l'homme et peut être vaincue et éradiquée par l'action de l'homme. Et vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité; c'est un acte de justice, un acte de protection d'un droit humain fondamental, le droit à la dignité et à une vie décente. Tant que subsiste la pauvreté, il n'y a pas de vraie liberté. »

L'autre voie : l'économie en état d'équilibre

Le concept de l'économie en état d'équilibre est relativement récent dans la théorie de l'économie; il propose d'emprunter une autre voie, viable celle-là, que celle dictée par le modèle actuel en faveur de la croissance. Il remplace l'objectif du PIB qui est de favoriser la croissance économique à tout prix par celui d'améliorer la qualité de vie de tous. Il vise à stabiliser la consommation et à maintenir l'utilisation des matières premières et de l'énergie à des niveaux durables. Il préconise aussi une répartition équitable des revenus et de la richesse au sein des sociétés. Dans une économie en état d'équilibre, les avantages économiques bénéficient à tous, et pas seulement à ceux qui sont en haut de l'échelle, car l'objectif est de trouver le juste milieu entre les besoins des marchés, de la société civile et de l'État.

Herman Daly, spécialiste de l'économie écologique, définit l'économie en état d'équilibre comme « une économie avec des stocks constants de population et d'artéfacts, maintenue à un certain niveau désiré et suffisant par de faibles taux de production intermédiaire, c'est à dire par les flux les plus faibles possibles de matière et d'énergie depuis le premier stade de la production jusqu'au dernier stade de la consommation ».

Une économie en état d'équilibre n'implique pas de stagnation, mais un état que les experts en économie écologique appellent un « équilibre dynamique », qui ne cesse d'évoluer et de se développer au fil du temps, mais qui reste en harmonie avec l'environnement naturel. Elle vise à améliorer le bien-être de tous les membres de la société en leur offrant un travail sensé et une protection sociale élémentaire et en protégeant les écosystèmes de la planète pour les générations futures. Elle fournit suffisamment de travail à tous ceux qui sont désireux de travailler et oriente le travail sur des tâches sensées et constructives. Elle prône le travail à l'échelle locale et privilégie les coopératives au lieu de soutenir les grandes multinationales.

Le passage à une économie en état d'équilibre requiert un changement structurel fondamental. Il faut revoir et repenser la façon dont le progrès est mesuré. Le PIB ne pourrait plus être l'indicateur type de la prospérité. D'autres indicateurs que le PIB existent déjà, par exemple l'initiative Au-delà du PIB d'Eurostat, l'initiative Vivre mieux de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'indicateur de progrès véritable et l'indice « Planète heureuse ».

Comme les nations partent de stades différents, leur transition vers une économie en état d'équilibre sera différente. Dans les pays en développement, où la population ne consomme pas assez pour satisfaire ses besoins de base, une période de croissance s'impose avant l'émergence d'une économie en état d'équilibre. Dans les pays développés en revanche, où les habitudes de consommation excèdent la capacité biologique de la Terre, une période de décroissance, une transition volontaire vers une société juste, participative et durable sur le plan écologique, s'impose avant l'émergence d'une économie en état d'équilibre.

Les avantages d'une économie en état d'équilibre pour le développement social

Le passage à une économie en état d'équilibre aiderait à éliminer les inégalités flagrantes qui existent dans le monde aujourd'hui. Il réduirait les niveaux de pauvreté qui varient entre les pays et au sein même de ceux-ci, car tous seraient davantage sur un pied d'égalité. Il limiterait la consommation de matières premières et d'énergie et la production de déchets et protégerait l'environnement naturel. Un socle de protection sociale serait un élément clef dans les économies en état d'équilibre.

Notre économie actuelle, dont la survie passe par une croissance continue, a créé une société très inégale, tant à l'échelle des individus que des pays. Le passage à une économie en état d'équilibre faciliterait l'intégration sociale, car l'un de ses objectifs principaux est de répartir équitablement la richesse et les services dans la société. Tous les membres de la société bénéficieraient d'une économie conçue pour répondre à leurs besoins sans détruire les systèmes qui font vivre la planète.

Une économie en état d'équilibre garantirait la stabilité des prix et offrirait à tous, sur un pied d'égalité, les mêmes possibilités de percevoir des revenus. Avec l'abandon des grandes multinationales au profit de coopératives plus locales, les gens s'approprieraient davantage leur travail et en tireraient plus de fierté. Le fait de produire davantage à l'échelle locale éliminerait les lourdes conséquences du transport pour l'environnement et multiplierait les possibilités d'emploi pour les citoyens locaux.

Recommandations

Nous recommandons de prendre les mesures suivantes :

- a) Examiner la question des inégalités structurelles qui sont renforcées par le système économique actuel;
- b) Concevoir et appliquer des indicateurs autres que le PIB pour mesurer la richesse des pays;
- c) Adopter les principes de l'économie en état d'équilibre pour réduire les inégalités entre les individus et les sociétés;
- d) Améliorer l'accès des États Membres à des informations de qualité sur l'économie en état d'équilibre et sur le potentiel qu'elle recèle pour accroître le développement social;
- e) Revoir les priorités de l'action publique et intégrer le concept de l'économie en état d'équilibre dans la planification du développement.

Conclusion

Le système économique actuel a donné naissance à une société mondiale où les inégalités sont flagrantes entre les individus et les nations. La recherche de la croissance à tout prix qu'il implique n'est plus un modèle durable sur une planète dont les ressources ne sont pas inépuisables. Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous requiert des changements structurels. Comme Richard Buckminster Fuller l'a dit : « Vous ne changerez jamais les choses en combattant la réalité existante. Pour changer quelque chose, construisez un nouveau

modèle qui rendra le modèle existant obsolète. » L'établissement d'une économie en état d'équilibre demande aux chefs de file mondiaux d'en passer par un changement transformateur, certes, mais c'est un nouveau modèle qui peut amener les sociétés à progresser sur la voie d'une plus grande égalité entre elles et en leur sein, en harmonie avec une planète qui a ses limites.
